

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR
c. LAURENT GBAGBO et CHARLES BLÉ GOUDÉ

ANNEXE PUBLIQUE

Observations de la Défense sur la conduite de la procédure
Premier projet de protocole présenté par la Défense avant réception de la version française
du projet de protocole transmis par l'Accusation

PROTOCOL ON THE CONDUCT OF THE PROCEEDINGS

I. INTRODUCTION

1. This Protocol aims to set out general guidelines for the presentation of evidence.
2. For the purposes of this Protocol, 'article' shall mean an article of the Rome Statute, 'rule' shall mean a rule of the Rules of Procedure and Evidence. References to 'documents' shall mean documents or any other form of non-testimonial evidence.

II. OPENING STATEMENTS

3. The opening statements for each party will be presented in the following order:
 - (i) Prosecution;
 - (ii) Legal Representative of the Victims ("LRV");
 - (iii) Defence for Gbagbo and
 - (iv) Defense for Blé Goudé, ~~in whichever order is agreed as between the Defence teams.~~

Commentaire : les deux équipes de Défense se sont accordées sur l'ordre de passage.

4. The Prosecution and Defence teams for each of the accused shall have approximately four hours to present their opening statements. The LRV shall have approximately 30 minutes.¹ Any statements from the accused persons, under article 67(1)(h), should be made within the time allotted to their respective Defence teams. It is not necessary for the parties to use the entirety of their allotted time.

La traduction suivante en français de la première phrase est plus précise : l'Accusation et l'une et l'autre des deux équipes de Défense se verront allouer chacune quatre heures pour faire leur discours d'ouverture.

5. The parties and the LRV are permitted to use audio visual aids such as videos, photographs, and maps as needed. They are directed to disclose to the Chamber, the other parties and the LRV, no later than five days **avant la déclaration d'ouverture** ~~before the start of the trial~~, copies of any documents (including visual aids) they intend to use, unless such documents are on the Prosecution's list of evidence.²

Commentaire: il ne s'agit pas de la date de début effectif du procès – fixée par les Juges à la fin du mois de janvier 2016 – mais de la date du discours d'ouverture, fixée par les Juges au 10 novembre 2016.

¹ As requested by the LRV in her Submissions on the Provisional Agenda for the Status Conference to be held on 21 April 2015, 14 April 2015, ICC-02/11-01/15-36, para.8.

² *Ruto* General Directions 1, para.4. *See also Ruto* General Directions 2, para.11. *See* Prosecution's submission on the provisional agenda for the 21 April status conference, ICC-02/11-01/15-35-Conf, para. 30.

III. SEQUENCE OF THE PRESENTATION OF EVIDENCE

6. Each party is entitled to call witnesses and present evidence. Unless otherwise directed by the Chamber in the interests of justice, evidence at the trial shall be presented in the following sequence:

- (i) Evidence for the Prosecution;
- (ii) Evidence for the victims, where authorised by the Chamber;³
- (iii) Evidence for the **Gbagbo Defence**, ~~in whichever order is agreed as between the Defence teams;~~
- (iv) Evidence for the **Blé Goudé Defence**

Commentaire: selon l'ordre décidé par les parties.

- (v) Prosecution evidence in rebuttal;

Commentaire: présenter des éléments de preuve en réfutation («*rebuttal*») peut être autorisé à condition que :

- « an issue of significance has arisen *ex improvisé* »¹,
- « the evidence on rebuttal satisfies the admissibility criteria »²
- « this step will not undermine the accused's rights, in particular under Article 67 of the Statute »³.
- Que la Défense ait toujours le dernier mot⁴ et dispose pour ce faire du temps nécessaire pour se préparer.
- Que l'Accusation y soit expressément autorisée après avoir présenté une demande spécifique et motivée.

Une telle formulation est la suggestion de la Défense.

- (vi) Defence evidence in rejoinder;

Suggestion de la Défense: « la Défense doit toujours être autorisée à présenter de nouveaux éléments en duplique («*rejoinder*») si l'Accusation a été autorisée à le faire en réfutation («*rebuttal*»). »

- (vii) Evidence ordered by the Chamber; and
- (viii) Any further relevant information that may assist the Chamber in determining an appropriate sentence if the accused are found guilty on one or more of the charges.

¹ ICC-01/04-01/06-2727-Red, par. 43.

² ICC-01/04-01/06-2727-Red, par. 43.

³ ICC-01/04-01/06-2727-Red, par. 43.

⁴ ICC-01/04-01/07-T-222-Red-ENG, pp. 77-78, l. 16-2 et ICC-01/04-01/06-2727-Red, par. 40 ; ICC-01/05-01/08-2855, par. 17

Commentaire sur le point (viii): il conviendrait de préciser qu' «une phase particulière, qui aura lieu après l'éventuelle décision sur la culpabilité, devra être consacrée à la discussion sur la détermination de la peine. Pendant cette phase, les parties pourront déposer des soumissions et introduire des éléments de preuve» (**suggestion de la Défense**). La Défense se réserve le droit de faire des observations sur cette phase en temps opportun.

IV. SCHEDULING OF WITNESSES

7. A party calling witnesses shall provide the Chamber, cross-examining party or parties and LRV with a list, by e-mail, of all witnesses it expects to call in the following calendar month, and updated, confirmed witness schedules on a weekly basis.⁴
8. It is the duty of the presenting party to notify the Chamber, cross-examining party or parties and LRV as soon as possible of any changes to the order of witnesses.

V. Ordre de passage des témoins.

Suggestion 1: « La partie appelant les témoins notifie à la Chambre, aux autres parties et au RLV l'ordre de passage de ses témoins vingt par vingt, au moins trois mois avant le passage du premier de la série de vingt ».

Commentaire : Compte-tenu du nombre considérable de témoins appelés, notamment par l'Accusation, qui compte appeler 130 témoins, il est apparu indispensable que la partie appelant les témoins notifie à la Chambre, aux autres parties et au RLV l'ordre de passage de ses témoins vingt par vingt au moins trois mois avant le passage du premier de la série de vingt.

Suggestion 2: « La partie appelant les témoins notifie à la Chambre, aux autres parties et au RLV, en même temps qu'elle les informe de l'ordre de passage des témoins, l'estimation finale de la durée de temps nécessaire à leur interrogatoire par la partie appelante ».

VI. Les déclarations (will-say).

Suggestion : « En même temps que la partie appelant les témoins informera la Chambre, les autres parties et le RLV, mois par mois, de l'identité des témoins qu'elle compte appeler dans le mois suivant, elle leur transmettra pour chacun des témoins une déclaration (will-say) finale suffisamment précise pour couvrir tous les points que le témoin compte aborder lors de l'audience ».

VII. ORDER OF QUESTIONING OF WITNESSES

9. Witnesses will be examined as follows:
 - (i) The party calling the witness shall conduct an examination-in-chief.
 - (ii) The other party or parties may subsequently cross-examine the witness.
 - (iii) The party calling the witness may then conduct a re-examination; and

³ In accordance with the modalities of victim participation, to be determined by the Chamber. *See* Prosecution's observations on the modalities of victim participation at trial [to be filed].

⁴ *See Bemba* Directions on Conduct, para.30; *Ruto* General Directions 1, para. 12.

- (iv) The Chamber may put any questions to the witness, ~~at any stage of the testimony~~-après la dernière intervention des parties.

Commentaire: il convient de laisser la partie interrogeant ou contre-interrogeant suivre le développement logique de sa ligne de questionnement et par conséquent de ne pas autoriser les questions pendant les interrogatoires ou contre-interrogatoires.

Subsidiairement, si la Chambre considérait qu'il serait utile que les Juges puissent intervenir à n'importe quel moment, il conviendrait de préciser que les questions posées par les Juges ne pourraient porter que sur des points précis, conséquence de ce qui vient d'être dit par le témoin, de manière à ne pas revenir sur des points abordés précédemment au cours de l'interrogatoire ou du contre-interrogatoire et que ces questions soient peu nombreuses pour ne pas interférer avec la ligne de questionnement adoptée par la partie interrogeante⁵.

10. Where an application has been made and leave granted,⁵ the LRV may ask questions of a particular witness after the calling party has concluded its examination-in-chief.⁶
11. The order in which the Defence teams conduct their cross-examination of Prosecution witnesses will alternate every witness, unless they agree otherwise.
12. When both Accused wish to call the same witness, they shall coordinate with each other so as to avoid **autant que possible**
(Commentaire: ce ne sera pas toujours possible)
having to call the witness more than once.
~~The Chamber therefore expects that in such a case the witness will be called by both Defence teams jointly.~~

Commentaire: chaque équipe de Défense a sa stratégie propre, laquelle implique une logique dans la manière de demander aux témoins leur témoignage sur tel ou tel point et par conséquent, implique un ordre d'après lequel les témoins se succèdent. De plus, dans une telle affaire où les charges contre les deux accusés sont différentes, ce qui pourrait être demandé à un même témoin par une équipe de Défense ne sera pas nécessairement ce qui lui sera demandé par l'autre équipe de Défense et la perspective réclamée du témoin pourra différer. Un témoin pourra par exemple être amené par l'une des équipes à se prononcer en tant que responsable d'une Institution tandis qu'il sera appelé par l'autre équipe à témoigner en tant qu'ami d'un accusé. Par conséquent, ce n'est que

⁵ Voir par exemple *People v. Santana* (2000) 80 Cal. App. 4th : dans cette affaire, le Juge avait activement questionné le témoin à propos d'éléments factuels substantiels débattus durant le procès. Au regard de la nature des questions posées par le Juge, ceci avait créé l'impression que le Juge s'alliait avec le Procureur. La condamnation avait été renversée pour « judicial misconduct ». Dans cette même affaire, la Chambre d'appel a rappelé que « A court **may control the mode of questioning of a witness and comment on the evidence and credibility of witnesses as necessary for the proper determination of the case.** [...] **Within reasonable limits**, the court has a duty to see that justice is done and to bring out facts relevant to the jury's determination. [...] A court commits misconduct if it persistently makes discourteous and disparaging remarks so as to discredit the defense or create the impression it is allying itself with the prosecution. [...] ».

lorsque cela s'avèrera possible et utile à la démonstration que veut faire chacune des équipes de Défense qu'elles appelleront ensemble un même témoin.

Dans ce cas, "They shall agree among themselves how to organise the examination-in-chief and re-examination". ~~In principle, all questions on behalf of both accused are to be put during examination-in-chief.~~

Commentaire: encore une fois, le but poursuivi par chacune des équipes de Défense lorsqu'elle interroge un même témoin peut être très différent. Il convient donc de les laisser s'organiser comme elles l'entendent, au cas par cas. A vouloir trop prévoir, le protocole risque de passer à côté de cas de figure particuliers.

~~The Defence teams may agree to partition the examination-in-chief of a witness or assign one Defence team to conduct the entire questioning.~~

When one Defence team conducts the examination-in-chief on behalf of both accused, the other Defence team shall not have the right to cross-examine the witness.⁷

13. Where a witness is called on behalf of one of the Accused, the order of questioning will be: examination-in-chief on behalf of the Accused calling the witness, ~~cross-examination on behalf of the other Accused~~, cross-examination by the Prosecution, ~~cross-examination on behalf of the other Accused~~ and re-examination on behalf of the Accused calling the witness.⁸

Commentaire : il paraît plus logique d'organiser le contre-interrogatoire de l'autre équipe de Défense après le contre-interrogatoire de l'Accusation. A défaut, l'Accusations serait placée en position de remettre en cause le contre-interrogatoire de la seconde équipe.

14. According to rule 140(2)(d), the Defence has the right to be the last to examine a witness. This means that if a witness was not called by an accused, the latter shall have the right to ask additional questions of the witness after he or she was re-examined by the party calling him or her.

If the ~~Defence does not exercise its right to cross-examine a particular witness, it also waives its right to ask final questions of that witness~~, unless new matters are raised by additional questions of the Chamber or the participants after the examination-in-chief.⁹

Commentaire: il ne s'agit pas de la Défense en général puisque la procédure ici concerne aussi bien les témoins appelés par l'autre équipe de Défense.

Suggestion : « si l'accusé qui n'a pas appelé le témoin n'a pas exercé son droit de contre-interroger le témoin, alors il renonce par le fait à lui poser des questions additionnelles ».

⁵ In accordance with the procedure proposed by the Prosecution in the Prosecution's observations on the conduct of the proceedings [to be filed].

⁶ See *Katanga* Directions for the conduct of proceedings, para.88.

⁷ See *Katanga* Directions for the conduct of proceedings, para. 65.

⁸ See *Prosecutor v. Kupreskic et al*, IT-95-16, Decision on Order of Presentation of Evidence, 21 January 1999.

⁹ See para. 45, below, for the *scope* of questioning under rule 140(2)(d).

VII. IN-COURT PROTECTIVE MEASURES

15. The parties are directed to make applications for in-court protective measures with respect to witnesses no later than one month before the commencement of testimony.¹⁰
16. In exceptional cases, upon good cause being shown, applications for protective measures not filed within this timeframe, including applications by witnesses themselves, may be considered.¹¹
17. The application shall be filed ~~confidentially, but not ex parte.~~

Suggestion : «La demande sera déposée confidentielle *ex parte* équipes de Défense et Accusation seulement».

Commentaire: la formulation proposée par le Procureur faisait sens avant que la Chambre de céans ne permette aux victimes d'avoir accès aux documents confidentiels échangés par les parties. La conséquence en est que pour que les victimes n'aient pas connaissance de certaines informations, les parties doivent désormais les divulguer «*ex parte*, équipes de Défense et Accusation seulement », puisque la Chambre a considéré que les victimes étaient assimilables à des parties (la formulation *ex parte* devant leur être opposée pour qu'elles n'aient pas accès à des informations). La Défense est d'accord avec la proposition de l'Accusation, mais pour en respecter le sens, c'est-à-dire la réserver aux parties, la demande doit être déposée «*ex parte*, équipes de Défense et Accusation seulement».

The information which the applying party seeks to withhold from the other party shall be provided in an *ex parte* annex (**commentaire : *ex parte* excluant les autres parties**) to the application.¹²

VIII. SELF-INCRIMINATION

18. The Registry is directed to make all necessary arrangements to provide independent legal advice, from a qualified lawyer, to witnesses who may incriminate themselves during their testimony.¹³
19. The party calling such witnesses are directed to notify, as soon as practicable, the VWU and the Chamber if they believe that a witness may give self-incriminating statements during his or her testimony. If the witness considers that he or she requires assurance under rule 74(3)(c), the advising lawyer shall seize the Chamber with a relevant application, notifying the Prosecution thereof.¹⁴
20. ~~The Prosecution~~ **Les parties** shall present to the Chamber its views on the matter in such time as to allow the Chamber to rule before the commencement of the witness's testimony.¹⁵

Commentaire : il convient que toutes les parties puissent présenter des observations auprès de la Chambre.

Commentaire : ces mesures diffèrent de celles proposées par la Défense dans son projet de protocole sur la familiarisation des témoins⁶.

La Défense y faisait la distinction entre :

- « **Les victimes appelées à témoigner par leur représentant légal** : il incombe à leur représentant légal de veiller à ce qu'elles soient pleinement conscientes et informées des conséquences de tout éventuel témoignage par lequel elles s'incrimineraient elles-mêmes et du contenu de la règle 74 du Règlement de procédure et de preuve⁷.
- **Les victimes appelées à témoigner par l'une des parties ayant aussi le statut de victimes**: il incombe à cette partie de veiller à ce qu'elles soient pleinement conscientes et informées des conséquences de tout éventuel témoignage par lequel elles s'incrimineraient elles-mêmes et du contenu de la règle 74 du Règlement de procédure et de preuve⁸.
- **Les autres témoins, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas le double statut** : il incombe à l'entité qui les cite à comparaître de déterminer s'ils risquent de s'incriminer eux-mêmes et de les informer des conséquences d'une telle incrimination. Il doit leur être indiqué qu'ils ont le droit de faire appel à un Avocat⁹.

La partie qui cite le témoin doit avertir le Greffe du risque d'auto-incrimination¹⁰. Puis, il incombe au Greffe de faire en sorte que ce témoin bénéficie d'un avis juridique indépendant fourni par un Avocat compétent¹¹. L'Avocat désigné par le Greffe doit avoir accès à toutes les pièces pertinentes pour être en mesure d'assister le témoin en matière de non-incrimination »¹².

Suggestion : la Défense suggère de reprendre cette formulation pour le développement sur l'auto-incrimination.

IX. USE OF DOCUMENTS DURING THE EXAMINATION OF WITNESSES

21. Parties should only seek to use documents during witness examination that are relevant to that witness's testimony. It is for a party to demonstrate a clear

¹⁰ See *Ruto* General Directions 1, para.30.

¹¹ See *Ruto* General Directions 1, para.30.

¹² See *Ruto* General Directions 1, para.30.

¹³ See *Ruto* General Directions 1, para.29.

¹⁴ See *Ruto* General Directions 1, para.29.

¹⁵ See *Ruto* General Directions 1, para.29.

⁶ ICC-02/11-01/11-786-Conf-Anx, par. 58-66.

⁷ ICC-02/11-01/11-786-Conf-Anx, par. 58.

⁸ ICC-02/11-01/11-786-Conf-Anx, par. 58.

⁹ ICC-02/11-01/11-786-Conf-Anx, par. 59.

¹⁰ ICC-02/11-01/11-786-Conf-Anx, par. 59.

¹¹ ICC-02/11-01/11-786-Conf-Anx, par. 59.

¹² ICC-02/11-01/11-786-Conf-Anx, par. 62.

connection between the document and the substance of the testimony of that witness.

22. As a rule, parties can only use documents, during their examinations, that have been properly disclosed.

A. DISCLOSURE OF DOCUMENTS FOR USE DURING EXAMINATION-IN-CHIEF

23. The party calling a witness shall provide the Chamber, Registry, parties and LRV, no later than ~~five~~ **trois** working days (**Cf. affaire Katanga¹³**) prior to the witness's appearance, with a list of the documents it intends to use with the witness during its examination-in-chief. The list can be communicated by e-mail. It is the duty of the calling party to notify the Chamber, Registry, parties and LRV as soon as possible of any changes thereto. If any of the documents that the calling party wishes to use during the examination-in-chief are not included on its list of evidence, it must apply for leave from the Chamber to add those documents to its list of evidence.¹⁶

Suggestion d'ajout : « si la Chambre acquiesce à la demande de la partie aux fins de s'appuyer sur de nouveaux documents, elle peut laisser d'elle-même ou à la demande d'une autre partie un certain laps de temps pour que les autres parties puissent analyser les nouveaux documents ».

24. Objections by the other parties to the use of particular documents, if any, shall be ~~filed~~ **communiquées par courrier électronique aux parties et à la Chambre, dûment motivées**

Commentaire : il semble plus pratique et plus souple de permettre l'utilisation d'emails plutôt que de requêtes.

no later than two working days before the examination-in-chief, or – in exceptional circumstances - made orally.

Suggestion d'ajout : « l'objection sera ensuite soulevée en bonne et due forme à l'audience au moment où la pièce sera présentée à la Chambre ».

25. The attendance log and any disclosable information shall be distributed to the other parties ~~and LRV~~ as soon as practicable after the conclusion of the preparation session and prior to the commencement of the witness's evidence.¹⁷

B. DISCLOSURE OF DOCUMENTS FOR USE DURING CROSS-EXAMINATION

26. As regards documents to be used during cross-examination that are not already in evidence or marked for identification,¹⁸ the party intending to make use of

¹³ ICC-01/04-01/07-1665-Corr-tFRA, par. 103.

such documents shall provide a list of the documents to the Chamber, the Registry, the other parties and the LRV, and, where the documents are not already available in E-Court, ensure electronic copies thereof are uploaded into E-Court¹⁹, no later than ~~three~~ **deux** working days prior to the expected commencement

¹⁶ See, for example, *Prosecutor v. Karadzic*, IT-95-5/18-PT, Order on the Procedure for the Conduct of Trial, 8 October 2009 (“*Karadzic* Order on Conduct”), Appendix A, paras.B-C. By list of evidence, the Prosecution means the Prosecution or Defence *final* list of evidence, to be filed as ordered by the Trial Chamber.

¹⁷ See ICC-02/11-01/11-784-Conf & ICC-02/11-01/11-784-Conf-Anx, paras. 13-14 and 30.

¹⁸ Pending a decision of the Trial Chamber as to whether or not to admit into evidence.

¹⁹ Following the procedure to be established in a joint E-Court Protocol. As mentioned in submissions during the Status Conference on 21 April 2015, the Prosecution is operating under the assumption that a joint E-court Protocol will be adopted (ICC-02/11-01/15-T-1-CONF-ENG, p.82, l.16-23). There are presently two separate E-Court protocols in place (ICC-02/11-01/11-30-AnxI and ICC-02/11-02/11-59-Anx).

of cross-examination. Where necessary, the other parties may request a short adjournment in order to examine the material.²⁰

27. As regards documents to be used during cross-examination that are already in evidence or marked for identification, a list of all such documents shall be provided to the Chamber, the Registry, the other parties and the LRV after completion of the examination-in-chief of that witness at the latest.²¹
28. If any of the documents that the cross-examining party wishes to use during the witness's appearance are not so listed and disclosed, it must apply for leave of the Chamber to use them with the witness, showing good cause. The other parties may then request a short adjournment in order to examine the material.²²

C. USUAL DISCLOSURE OBLIGATIONS CONTINUE TO APPLY

29. The foregoing is without prejudice to the usual disclosure obligations that are ordinarily comprised in the procedural laws of this Court.²³

IX. QUESTIONING OF WITNESSES

30. The parties are to organise their presentation of evidence in a way that avoids the unnecessary repetition of evidence already on the record.
31. The parties should avoid lengthy, complicated, or compound questions that tend to confuse the witness. The Chamber may prohibit inappropriate, misleading, or irrelevant questions.
32. Where practicable, the parties should avoid paraphrasing the testimony or statement of the witness, but shall quote the directly relevant passage and indicate the exact page numbers (including ERN numbers where applicable), paragraph numbers, and/or relevant lines. The parties are requested to restrict such quotations to situations when it is strictly necessary for the understanding of the question.
33. The parties may put to a witness the evidence obtained from a previous witness, ~~provided that the identity of that witness is not given.~~
Commentaire: il peut s'avérer utile de questionner un témoin sur l'identité d'un individu, notamment d'un autre témoin, la réponse pouvant éclairer les parties et les Juges. Par ailleurs, il est toujours possible d'avoir recours à des mesures de protection dans le cas où l'identité d'un témoin serait révélée.

Parties may not ask witnesses to comment on the credibility of other witnesses.

~~The credibility of a witness may be impeached by any party, including the party calling the witness.~~

Commentaire: la formulation est vague.

²⁰ *See Ruto* General Directions 1, para. 24.

²¹ *See, for example, Karadzic* Order on Conduct, Appendix A, para.G.

²² *See, for example, Karadzic* Order on Conduct, Appendix A, para.G.

²³ *See Ruto* General Directions 1, para. 25.

34. Objections to the form of questioning or other matters shall be timely, specific, and brief. A party waives an objection when not made in a timely manner.

35. Hearsay evidence is admissible.

Commentaire : ce paragraphe serait plus pertinent sous le point XI sur « admission of evidence », et donc suite à nos remarques générales sur l'admission.

Ensuite, la preuve par ouï-dire ne peut être admise qu'à certaines conditions strictes car elle constitue une exception au principe d'oralité et par conséquent pourrait entraîner une violation des droits de l'accusé si elle est utilisée de façon trop large.

La règle générale qui ressort de la Règle 63(2) c'est l'évaluation libre de la preuve : « les Chambres sont habilitées, en vertu du pouvoir discrétionnaire visé au paragraphe 9 de l'article 64, à évaluer librement tous les moyens de preuve présentés en vue d'en déterminer la pertinence ou l'admissibilité comme le prévoit l'article 69. » Par ailleurs, la règle 63(4) dit qu'il n'y a pas d'obligation de corroborer : « les Chambres n'imposent pas l'obligation juridique de corroborer la preuve des crimes relevant de la compétence de la Cour ».

Néanmoins, selon la jurisprudence *Katanga*¹⁴, la nature de « seconde main » de l'information joue un rôle dans l'évaluation de la valeur probante de l'élément de preuve, et donc dans la décision sur son admissibilité.

Exemple des rapports de l'ONU : « **si l'identité de l'auteur ou les sources des informations fournies ne sont pas révélées avec suffisamment de précisions**, la Chambre se trouve dans l'incapacité de savoir si le contenu des rapports a été communiqué par un témoin oculaire ou une autre source digne de foi. Si ces indications ne sont pas fournies, par les rapports ou par leur(s) auteur(s), la Chambre ne peut évaluer la fiabilité du contenu ; elle est donc dans l'incapacité de déclarer ces documents suffisamment fiables pour être admis comme éléments de preuve. **En outre, lorsque ces rapports sont, pour la plus grande part basés sur des informations de seconde main, en particulier s'il s'agit d'informations non plus de seconde mais de troisième main ou plus, la fiabilité de leur contenu est gravement compromise**»¹⁵.

Par conséquent, la suggestion de la Défense est : « la preuve par ouï-dire n'est admissible que 1. quand la source de l'information est identifiée de manière suffisamment claire pour permettre de vérifier la fiabilité de la preuve, 2. dans la mesure où cette preuve est probante et pertinente et 3. si son utilisation ne porte pas préjudice à la Défense » (Cf. jurisprudence).

A. EXAMINATION-IN-CHIEF

36. The party conducting an examination-in-chief shall use non-leading questions. ~~except in respect of preliminary matters that are necessary to provide background or context, and which are not in dispute; or in respect of other areas that the Chamber may deem appropriate.~~

¹⁴ ICC-01/04-01/07-2635-tFRA

¹⁵ ICC-01/04-01/07-2635-tFRA, par. 29.

Suggestion : « Il appartient à la Chambre de statuer au cas par cas sur les questions faisant l'objet d'objections ».

B. CROSS-EXAMINATION

37. The cross-examining party or parties may ordinarily use leading questions.

Suggestion: des questions directives et fermées.

38. Cross-examination shall be limited to the subject-matter of the evidence-in-chief and matters affecting the credibility of the witness and, where the witness is able to give evidence relevant to the case for the cross-examining party, to the subject-matter of that case. **Commentaire:** la Défense suggère de modifier cette disposition dans le sens de la jurisprudence *Katanga*¹⁶ concernant le contre-interrogatoire. The Chamber may, in the exercise of its discretion, permit enquiry into additional matters.

Commentaire : la Défense attend de disposer de la traduction en français du projet de protocole pour se prononcer définitivement sur ce point.

39. The cross-examining party is required to put to a witness, who is able to give evidence relevant to the case for that party, the nature of its case that is in contradiction to the witness's evidence. However, the cross-examining party is required only to put the general substance of its case conflicting with the evidence of the witness, and not every detail that the party does not accept.²⁴

Commentaire de la phrase surlignée: la formulation n'est pas claire.

La Défense attend de disposer de la traduction en français du projet de protocole pour se prononcer définitivement sur ce point.

Dans la proposition du Procureur, la partie contre-interrogeant semble devoir donner des détails sur les aspects de sa thèse qui seraient en contradiction avec le témoignage principal, alors qu'il conviendrait tout simplement qu'elle relève, de façon générale qu'il existe une contradiction entre le témoignage et la thèse de la partie contre-interrogeant, sans avoir à rentrer dans des détails inutiles qui risqueraient d'altérer les réponses du témoin et d'affecter sa spontanéité.

Il suffit de préciser que « la partie est tenue d'informer le témoin que «la thèse de la partie procédant au contre-interrogatoire est en contradiction avec les éléments de preuve fournis par le témoin au cours de l'interrogatoire principal avant de lui poser des questions à ce sujet »¹⁷.

Additionally, the cross-examining party is required to put to the witness any facts or evidence upon which it intends to rely to impeach the credibility of the witness, in order to give the witness an opportunity to respond thereto. Failure to do so may result in the Chamber disregarding or assigning less weight to the impeaching evidence.

¹⁶ ICC-01/04-01/07-1665-Corr Para. 69.

¹⁷ ICC-01/04-01/07-1665-Corr-tFRA, par. 70.

40. The parties are encouraged to avoid cross-examination on grounds already covered by a prior cross-examiner.

²⁴ For the avoidance of any doubt, failure by a non-calling party to put, in cross-examination, each and every point of disagreement with the testimony of a witness called by an opposing party will not be taken to mean that the non-calling party concedes the truth of each and every part of that witness' testimony. In particular, the non-calling party will not be prevented thereby from relying upon evidence led, as part of its case, to the contrary.

41. When a witness called by one Accused is subsequently cross-examined by the co-accused (who did not jointly call the witness), the latter Defence ~~has the obligation~~ may to put all questions that are relevant to its case at that time. In principle, the cross-examining co-accused will not be allowed to put leading or closed questions in relation to matters that are being raised for the first time, unless the witness is clearly adverse to the co-accused.²⁵

Commentaire : la formulation de la partie surlignée n'est pas claire car l'équipe de Défense qui n'appelle pas le témoin ce jour-là peut toujours l'appeler plus tard.

La Défense attend de disposer de la traduction en français du projet de protocole pour se prononcer sur ce point.

C. RE-EXAMINATION

42. The re-examination of a witness shall be conducted under the same conditions as the examination-in-chief and limited to issues raised for the first time during cross-examination.
43. Where questions put to a witness by the Chamber after cross-examination and re-examination raise entirely new matters, the parties are entitled to further cross-examine and re-examine the witness on such new matters.²⁶

D. QUESTIONS UNDER RULE 140(2)(D)

44. Any final questions by the Defence under rule 140(2)(d) must be limited to matters raised since the Defence last had the opportunity to question the witness. The same rules that apply to examination-in-chief shall equally apply to final questioning.

E. QUESTIONING BY THE LRV

45. The LRV should only question a witness to the extent relevant to the victims' personal interests et d'une manière qui n'est ni préjudiciable ni contraire aux droits de la défense et aux exigences d'un procès équitable et impartial. La notion d'« intérêt personnel » se comprend au regard des intérêts particuliers des victimes représentées.

Commentaire : il est fondamental de respecter le cadre dressé par le Statut :

« Lorsque les intérêts personnels des victimes sont concernés, la Cour permet que leurs vues et préoccupations soient exposées et examinées, à des stades de la procédure qu'elle estime appropriés et d'une manière qui n'est ni préjudiciable ni contraire aux droits de la défense et aux exigences d'un procès équitable et impartial » (Article 68 (3)).

The scope of questioning is therefore limited to questions that have the purpose of clarifying the witness' evidence ~~and to elicit additional facts~~.²⁷

Commentaire : cette formulation vague est dangereuse en ce qu'elle permettrait au RLV de dépasser largement le champ de ce qui lui est permis et d'interroger les témoins sur des « additionnal facts ».

Dans l'affaire *Ruto*, la Chambre de première instance V(a) indiquait que les questions posées par le Représentant « shall be limited to issues relevant to the victims' interests. They shall not be repetitive of questions already asked by the calling party. **It must be stressed in this context that the Common Legal Representative may not formulate any new allegations against the accused** »¹⁸.

46. The LRV should conduct her questioning in a neutral manner and avoid leading or closed questions, ~~unless specifically authorised by the Chamber to use such questions with a particular witness. If the LRV is authorised to challenge the credibility or accuracy of a witness' testimony, leading, closed as well as questions challenging the witness' reliability may be allowed, subject to the same limitations outlined in relation to cross-examination~~.²⁸

Commentaire : L'intervention du ou des Représentants des victimes n'est pas assimilable à un contre-interrogatoire mené par une partie. Elle n'a pour but que d'éclaircir certains points qui ~~peuvent concerner directement l'intérêt personnel de certaines ou de toutes les victimes représentées~~. Il n'y a donc aucune raison de permettre au Représentant des victimes d'être investi du même pouvoir lorsqu'il pose des questions qu'une partie qui, elle, poursuit un but différent. Ce serait prendre le risque de le transformer en second Procureur ce qui est interdit par la jurisprudence de la Cour.

²⁵ *Katanga* Directions for the conduct of proceedings, para. 76.

²⁶ *See Prosecutor v. Kupreskic et al*, IT-95-16, Decision on Order of Presentation of Evidence, 21 January 1999.

²⁷ *Bemba* Directions on Conduct, para. 20; ICC-01/04-01/06-2127, para.26.

²⁸ *Katanga* Directions for the conduct of proceedings, para.91; ICC-01/04-01/06-2127, paras. 29-30.

F. REFRESHING THE MEMORY OF A WITNESS

47. Where a witness demonstrates an inability to independently recall a particular fact, the calling party may, *inter alia*, use the previously recorded testimony of the witness to refresh the witness's recollection,

Commentaire :

- La partie appelante ne peut rafraîchir la mémoire du témoin qu'avec prudence.
- Par conséquent,

Suggestion : « l'utilisation de témoignages préalablement enregistrés ne peut être autorisée qu'avec circonspection et seulement si :

- a) les documents en question contiennent les souvenirs personnels du témoin ; et
- b) copie du document a été mise à la disposition de la partie adverse qui, au cours du contre-interrogatoire, peut se fonder sur les passages mentionnés par le témoin » (Cf. Katanga)¹⁹.

~~regardless of whether the previously recorded testimony has been admitted into evidence.~~

Commentaire : la question de savoir si le témoignage préalablement enregistré a ou non été admis comme preuve n'a aucune importance ici.

48. A party shall first establish (i) that the witness cannot recall a particular issue, and (ii) that his or her testimony has been previously recorded. Subsequently, the calling party should provide the witness with an opportunity to read the identified paragraphs, or read said paragraphs to the witness. The calling party must further ascertain whether the witness's recollection has been refreshed, and if so, may examine the witness again on the matter at issue.

G. FALSE TESTIMONY UNDER SOLEMN DECLARATION

49. During the examination, the Chamber may, at the request of a party, repeat the witness's duty to tell the truth and the consequences that may result from a failure to do so. If a party makes such a request, the application will be made outside the hearing of the witness.

H. HOSTILE OR ADVERSE WITNESSES

50. The calling party may request that the Chamber declare its witness "hostile" or "adverse" if the party believes that the witness is not desirous of telling the truth to the Court at the instance of the party calling him.

¹⁹ ICC-01/04-01/07-1665-Corr-tFRA, par. 109-111.

51. Prior to applying to declare a witness “hostile” or “adverse”, the calling party may request to refresh the witness’s memory from his/her prior statement(s) about issues on which the witness’s evidence has deviated, following the procedure set out above. If the witness disputes the correctness of the prior statement, the calling party may question the witness on the reason for the deviation.
52. The Chamber will determine whether there is an objective basis for a witness to be declared “hostile” or “adverse”, including on the basis of one or more of the following factors:
- (i) Whether the witness has been hostile in general demeanour;
 - (ii) Whether there is an impression of evasiveness on the part of the witness;
 - (iii) Whether the present testimony of the witness before the Court has been in whole, or in part, deliberately or systematically inconsistent

with a previously recorded statement or testimony in relation to a material issue or issues before the Court;

- (iv) Whether the witness has been systematically adverse to the calling party not only by deliberately impugning the credibility of the case of the calling party but also by appearing systematically to support the case of the party opposed in interest to the calling party.

53. If declared "hostile" or "adverse", the calling party will be permitted to cross-examine the witness on all issues considered relevant, including his or her credibility and character.

XI. TESTIMONY OF EXPERT WITNESSES

~~54. The full statement and/or report of any expert witness to be called by a party shall be disclosed within the time limit prescribed by the Chamber.~~

~~55. Within thirty days of disclosure of the statement and/or report of the expert witness, or such other time prescribed by the Chamber, the opposing party shall file a notice indicating whether:~~

- ~~(i) It accepts the expert witness statement and/or report; or~~
- ~~(ii) It wishes to cross-examine the expert witness; and~~
- ~~(iii) It challenges the qualifications of the witness as an expert or the relevance of all or parts of the statement and/or report and, if so, which parts.~~

~~56. If the opposing party accepts the statement and/or report of the expert witness, the statement and/or report may be admitted into evidence by the Chamber without calling the expert witness to testify in person.~~

Commentaire : cette disposition ne semble pas applicable pour différentes raisons.

- 1- La confusion entretenue entre un rapport d'expert et un témoignage ;
- 2- Par définition, les rapports des témoins-experts de l'Accusation devront tous avoir été divulgués à la Défense avec le restant de la preuve du Procureur ;
- 3- Il ne peut être discuté par la Défense du contenu des rapports d'experts et de leurs conclusions qu'après que la Défense aura eu le temps nécessaire pour se préparer, et évaluer ainsi l'importance d'un rapport particulier de l'Accusation au regard de la stratégie de Défense qu'elle aura adoptée.

Suggestion : « Les rapports des témoins experts doivent être divulgués en même temps que le restant de sa preuve par la partie qui présente son cas ; les témoignages des témoins experts doivent être de même divulgués avec l'ensemble des témoignages de la partie qui présente son cas.

Les autres parties peuvent indiquer vouloir :

- Discuter les qualifications de l'expert, la pertinence de ses analyses ou la validité de ses conclusions ;
- Contre-interroger l'expert ;
- Accepter tout ou partie de ses conclusions,

après avoir disposé du temps nécessaire – en ce qui concerne la Défense, après avoir disposé du temps nécessaire à la préparation effective et efficace du procès au sens de l'article 67 – et au plus tard 30 jours avant que l'expert soit appelé à témoigner par la partie qui le cite.

Dans tous les cas, les compétences d'un témoin-expert doivent pouvoir être discutées par les parties de façon contradictoire au cours d'une audience orale.

Après une telle audience, les parties n'ayant pas appelé l'expert peuvent accepter dans sa totalité son témoignage ou les conclusions de son rapport, lesquels seront alors admis comme preuve par la Chambre sans qu'il soit besoin de rentrer contradictoirement dans le fond du témoignage ou du rapport ».

XII. ADMISSION OF EVIDENCE

~~57. Pursuant to article 69(4), the Chamber will not admit evidence that it considers to be without relevance and probative value.~~

Suggestion: « Conformément à l'article 69(4), la Chambre n'admettra comme preuve une pièce qu'après avoir évalué sa pertinence, sa valeur probante et après avoir mis en balance cette valeur probante et tout effet préjudiciable qui pourrait résulter de l'admission de la pièce comme preuve²⁰. La pièce sera inadmissible comme preuve si elle a été obtenue de manière contraire aux droits de l'Homme.

a) Si la violation des droits commise mettait sérieusement en question la crédibilité des éléments de preuve ; ou

b) Si l'admission de ces éléments de preuve était de nature à compromettre la procédure et à porter gravement atteinte à son intégrité.

La Chambre a le devoir de se prononcer sur l'admissibilité de tous les éléments de preuve à un moment ou à un autre de la procédure. Les décisions sur l'admissibilité doivent être motivées. »

Commentaire : cette suggestion est fondée sur l'article 69(7) et sur la jurisprudence *Katanga* et est utile pour préserver les droits de l'Accusé.

It is for the submitting party to demonstrate the relevance and probative value of the evidence.

Commentaire : d'après la jurisprudence, «Si, au moment où elle présente un élément de preuve, la partie n'est pas en mesure de prouver sa pertinence et sa valeur probante, y compris son authenticité, cet élément ne peut être admis. Il ne suffit pas de prétendre que son contenu peut être corroboré par d'autres éléments de preuve ou que la Chambre peut déterminer son juste poids à une date ultérieure»²¹.

Commentaire général : le principe est l'évaluation libre de la preuve (Règle 63(2)).

²⁰ ICC-01/04-01/07-2635-tFRA, par. 14.

²¹ ICC-01/04-01/07-2635-tFRA, par. 13.

A. ADMISSION OF DOCUMENTS TENDERED THROUGH A WITNESS

58. If the calling party demonstrates a clear connection between a document and the substance of a witness' testimony, the Chamber may admit that document into evidence as an exhibit. Individual applications should be made in respect of each document which a party seeks to admit into evidence through a witness.

59. There is no rule prohibiting the admission into evidence of documents merely because the source or custodian was not called to testify. The party submitting the evidence must however demonstrate *prima facie* that the evidence is authentic.

B. ADMISSION OF THE PREVIOUSLY RECORDED TESTIMONY OF A WITNESS NOT ATTENDING

60. Applications to admit, under rule 68(2), the previously recorded testimony of a witness who is not present before the Chamber may be made at any time during the trial, provided that sufficient notice is given to the other parties. The application shall address the applicable scenario envisaged under rule 68(2) together with any supporting material, and be accompanied by a copy of the previously recorded testimony indicating precisely which passages the party calling the witness wishes to tender into evidence. If these passages contain references to other documents that are available to the party calling the witness, they shall equally be attached to the application. The other parties shall have ~~ten~~ **quinze** days following the notification of the application to raise any objections.

Commentaire : il convient de rappeler que le recours à la Règle 68(2) doit être limité afin de respecter le principe de l'oralité des débats tel que consacré par l'Article 69(2) du Statut. Ce principe est fondamental pour permettre aux autres parties de véritablement tester un témoignage et à la Chambre de pouvoir plus efficacement évaluer sa crédibilité.

C. ADMISSION OF THE PREVIOUSLY RECORDED TESTIMONY OF AN ATTENDING WITNESS

61. Applications to admit, under rule 68(3), the previously recorded testimony of a witness who is present before the Chamber should, in principle, be made at least 21 days before the witness is scheduled to appear. The application shall be accompanied by a copy of the previously recorded testimony, indicating precisely which passages the party calling the witness wishes to tender into evidence. If these passages contain references to other documents that are available to the party calling the witness, they shall equally be attached to the application. The other parties shall have ~~ten~~ **quinze** days following the notification of the application to raise any objections.

62. The witness must attest at the hearing that his or her previously recorded testimony accurately reflects what the witness would say if examined. The parties may be directed to read a summary, or the relevant parts of the witness's previously recorded testimony into the record of the proceedings.

D. 'BAR TABLE' APPLICATIONS

63. The parties may submit evidence from the bar table via more than one application. **Suggestion:** De telles demandes doivent être exceptionnelles et

précisément motivées. However, parties are encouraged to submit such evidence in as practicable and efficient a manner as possible. **Avant de soumettre la “Bar table application”, la partie doit avoir recherché le consentement de la partie adverse sur ce mode d’introduction de preuve²².**

64. Bar table applications shall generally include for each document or group of documents a paragraph relevant to: (i) the description of the document(s); (ii) the authenticity/reliability of the document(s); and (iii) the relevance and probative value of the document(s).

65. Bar table applications may be filed at any point during trial proceedings.

Suggestion: Les autres parties doivent pouvoir objecter.

XIII. EVIDENCE OF CONSISTENT PATTERN OF CONDUCT OR SIMILAR FACTS

~~66. Evidence of consistent pattern of conduct or similar facts is admissible to the extent that it is relevant. An action cited as a similar fact need not necessarily constitute an offence. The evidence of actions referred to in different counts of the relevant~~ **Décisions de confirmation des charges Document(s) Containing the Charges** ~~may serve as evidence of similar facts with respect to each of the allegations.~~

Commentaire: la disposition est trop vague donc trop dangereuse pour être retenue. Dans sa formulation actuelle, elle permettrait à l’Accusation de se fonder sur de simples allégations pour prétendre disposer d’une base de raisonnement solide. Rien dans la jurisprudence de la Cour ou dans les textes ne permet de faire admettre de telles preuves. Dès lors que la « consistent pattern of conduct » ou les « similar facts » ne font pas partie des éléments des crimes, les éléments s’y rapportant ne peuvent être admis. Les admettre aurait pour conséquence d’étendre la responsabilité pénale de l’accusé 1) au-delà du cadre défini par les charges, c’est-à-dire les « faits et circonstances » confirmées et 2) en dehors du cadre de la compétence de la Cour elle-même (notamment temporelle).

En d’autres termes, soit le « pattern of conduct » est relatif aux éléments des crimes et au comportement de l’accusé en lien avec ces crimes, et dans ce cas, il n’est pas utile de prévoir une règle spécifique dans le protocole soit le « pattern of conduct » dépasse le cadre des charges confirmées, et tout élément de preuve y afférent devrait être considéré inadmissible.

Il convient de rappeler que c’est parce que de tels éléments de preuve constituaient un sérieux risque que les Tribunaux *ad hoc* ont adopté une disposition spécifique sur leur admission avec des garanties très claires et rigoureuses pour préserver l’équité du procès²³. En l’absence de telles dispositions explicites ou de telles garanties, l’admission de tels éléments de preuve doit être rejetée.

De plus, le document de base n’est pas le DCC mais bien la Décision de Confirmation des Charges qui seule détermine le cadre et les paramètres du procès et précise la teneur des charges.

²² ICC-01/09-01/11-847, par. 27.

²³ Règle 93, RPP TPIY ; TPIR, *Procureur c. Bagosora*, TC I, Décision relative à l’admissibilité de la déposition envisagée du témoin DBY, 18 septembre 2003, par. 12-28.

XIV. JUDICIAL NOTICE

~~67. Pursuant to article 69(6), the Chamber shall not require proof of facts of common knowledge but shall take judicial notice thereof.~~

~~68. At the request of a party or *proprio motu*, the Chamber, after hearing the parties, may decide to take judicial notice of adjudicated or agreed facts, or of the authenticity of evidence from other proceedings of the Court relating to matters at issue in the current proceedings.~~

Commentaire général: de telles dispositions sont particulièrement dangereuses en ce qu'elles contribuent à dispenser le Procureur de démontrer et prouver ses allégations. Il convient d'en limiter la pratique et de n'accepter de « judicial notice » que si elle porte sur un point précis pour lequel le consensus de toutes les parties aura été obtenu.

Il convient de rappeler ici que le narratif factuel sur lequel s'appuie le Procureur dans la présente affaire est fortement discuté et qu'aucun élément définitif d'une quelconque de ses allégations n'a jamais été démontré.

Il faut bien distinguer dans le Protocole, d'après la Défense, les différentes bases juridiques pour les trois différents éléments proposés par le Procureur :

- « facts of common knowledge » : l'article 69(6) indique que « la Cour n'exige pas la preuve de faits qui sont notoires, mais en dresse le constat judiciaire ». La question est donc de savoir ce qui est un « fait notoire ». Ni le Statut ni le RPP ne définissent le terme mais la jurisprudence du TPIY dit qu'il faut appliquer un « two-pronged test: first, material submitted by a requesting party must be identified as a "fact of common knowledge"; once the latter has been established, it should be determined that such a fact of common knowledge is not subject of reasonable dispute »²⁴.

La jurisprudence précise: « CONSIDERING, concerning the first prong of the abovementioned test, that information contained in the materials does not become a generally known, or notorious fact simply because it was generated by a body of the United Nations,

CONSIDERING that it is for the Prosecution to establish that facts are not the subject of reasonable dispute, not for the Accused to show that the facts are unsafe,

CONSIDERING that a fact does not become "not subject to reasonable dispute" by simple merit of having been contained in a document generated by another, non -judicial body of the United Nations»²⁵.

Par conséquent, une disposition devrait définir ce qui doit être entendu par «facts of common knowledge» et préciser le test qu'il convient d'opérer pour déterminer que des faits ne sont pas disputés.

- «Adjudicated facts»: ce concept n'existe ni dans le Statut ni dans le RPP. Il conviendrait donc de laisser les parties en discuter avant d'inclure une telle règle dans le protocole. A

²⁴ TPIY, *Procureur c. Prlic et al.*, TC II, Decision on "Prosecution motion for judicial notice of facts of common knowledge and admission of documentary evidence pursuant to Rules 94(A) and 89(C)", 3 février 2006.

²⁵ *Ibid.*

défaut, les droits de la défense seraient directement remis en cause notamment parce que accepter des « adjudicated facts » revient à renverser la charge de la preuve.

- «Agreed facts»: la Chambre ne peut certainement pas prendre note d'un «agreed fact» *proprio motu* ; ce sera seulement une fois que les parties se seront mises d'accord sur une liste de telle fait (Règle 69) que les Juges pourront valider cet accord.

XIV. SITE VISIT

69. The party intending to request the Chamber to undertake a site visit shall specify, in its application, the locations which, in its view, the Chamber should visit and the purpose of visiting those locations. The relevance of information that the party intends to obtain during such a visit to the issues in the present case shall also be specified.²⁹

XVI. ECOURT

70. The trial proceedings are conducted using e-court. All documents shall therefore be handled through e-court.

²⁹ See *Ruto* General Directions 1, para.33.

71. Parties shall ensure that the documents uploaded into the e-court system (i) have the required meta-data, and, where applicable (ii) are fully searchable through Optical Character Recognition or OCR.
72. Hardcopies may be used by a party only where the party has been unable, due to unforeseen circumstances, to upload a document into e-court. When the use of hardcopies is permitted, the party is responsible for producing copies for the Chamber, the witness, opposing parties, the Registry, and the interpreters.

XVII. RECOURSE TO PRIVATE/CLOSED SESSION

73. Insofar as possible, witness testimony should be given in public. Recourse to private and/or closed session will at times be unavoidable, in particular for protected witnesses

Suggestion: «ou afin de protéger la vie privée d'un accusé ou le droit au secret médical».

Requests for private and/or closed sessions should specify reasons justifying the request in a neutral and objective fashion, if possible referring to the points that will be touched upon. ~~To the extent that this does not unduly inhibit the sequence of questioning, parties and the LRV should endeavour to group together identifying questions.~~

Commentaire: peu clair.

La Défense attend de disposer de la traduction en français du projet de protocole pour se prononcer sur ce point.

XVIII. PUBLIC REDACTED TRANSCRIPTS OF HEARINGS

74. The parties should propose public redacted versions of any confidential transcripts no later than ~~two~~ **quatre** weeks after the conclusion of the witness testimony.³⁰ (Cf. **Durée conforme à la proposition du Procureur dans l'affaire Ntaganda²⁶**).

75. Requests for corrections to the transcript shall be submitted, within ~~five~~ **dix** working days from the notification of the edited version of the transcript, to the responsible person within the Registry.

²⁶ ICC-01/04-02/06-547, par.80-81.

Commentaire: compte-tenu des langues utilisées, du nombre d'intervenants lors des audiences, de la difficulté à retranscrire les propos de chacun et de l'expérience passée dans l'affaire, il est nécessaire que le délai soit porté à dix jours. D'autant que la Défense a peu de moyens pour effectuer ce travail crucial.

76. The requests shall be based on the edited version of the transcript and contain a table providing: (i) full reference of the transcript, date and the case name, (ii) the passage extracted from the edited version of the transcript, containing the discrepancies to be reviewed, (iii) pages and lines of the passage from the edited version of the transcript, and (iv) the language originally used by the speaker

³⁰ See *Ruto* General Directions 1, para.34.